



CTPL du 13/09/2007 : les raisons du boycott

L'intersyndicale Trésor en **Comité Technique Paritaire Local** a décidé de ne pas assister au CTPL du 13/09/2007.

En effet, dès la transmission de l'ordre du jour, il était clair qu'une nouvelle fois, un simulacre de « dialogue social » nous serait infligé :

Au programme, entre autres, un « état des lieux » unilatéral des services du Trésor dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail :
de l'évolution des missions d'encadrement ... à l'entretien des locaux ... en passant par l'outil informatique ...

Ce plan d'action, présentant des objectifs aux travers de propositions, dans un calendrier précis, aurait pu constituer un outil de travail précieux. Mais, malgré le courrier du Ministre Eric Woerth précisant « qu'il faut construire les réformes dans le cadre du dialogue social », nous nous retrouvons une nouvelle fois devant un calendrier imposé par la DGCP, sans aucune marge de manœuvre.

Le point le plus important du CTPL concerne le programme de restructuration des postes du Gard.

Les représentants syndicaux avaient émis la demande de consacrer un CTPL entier à ce sujet sensible.

Mais, une nouvelle fois, toutes les décisions semblent prises, et l'ordre du jour du CTPL ressemble plutôt à un compte-rendu.

Les fermetures y sont actées, une « usine à gaz » d'intérim et de permanences y est détaillée, et nous y trouvons la liste des postes comptables « condamnés ».

Nous ne pouvons pas cautionner des commissions « paritaires » qui ne sont que des chambres d'enregistrement.

Nous ne sommes pas élus pour acter des décisions unilatérales de la Direction locale, sans aucune concertation.

Pour finir, citons le Ministre Eric Woerth, qui nous parle de « *l'indispensable proximité du service public notamment en zone rurale* ».

Peut-être le Gard n'est-il pas concerné par les paroles du Ministre ?